



Réponse de RTE à la Consultation Publique
n°2019-012 du 23 mai 2019 relative aux
« Procédures de raccordement aux Réseaux
publics de transport et de distribution
d'électricité »

5 juillet 2019

Table des matières

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?	3
Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	4
Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	5
Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	5
Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	6
Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	7
Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	7
Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?	8
Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?	8
Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?	8
Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?	9
Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?	9
Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?	10

Les enjeux sur le raccordement se posent aujourd'hui à deux niveaux distincts : d'une part, malgré une tendance à la stagnation de la consommation, les besoins et les exigences des consommateurs évoluent et diffèrent selon les filières industrielles ou les zones géographiques ; d'autre part, avec une cible d'augmentation par 4 d'installation des EnR (en puissance) dans le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie, les prochaines années devraient être marquées par une augmentation très nette du rythme de raccordement des producteurs principalement d'énergies renouvelables sur les réseaux publics d'électricité.

Pour répondre à ces nouveaux enjeux, RTE s'est engagé, en s'appuyant sur le Comité des Utilisateurs du Réseau de Transport d'Electricité (CURTE), et notamment sur la Commission Accès au Réseau, à simplifier ses procédures de raccordement (comme décrit à la question 1 avec notamment la création d'une procédure de raccordement injecteur). De plus, l'approche client permet d'accompagner ce dernier dans la recherche d'une solution de raccordement répondant à ses exigences de qualité de service, et de réduction des coûts et d'optimisation des délais.

L'enjeu en matière de raccordement porte également sur le réseau en amont des ouvrages de raccordement. La dynamique attendue du développement des EnR implique une accélération et une anticipation accrue des évolutions du réseau pour accueillir les futurs projets.

Des adaptations du réseau « à la marge » seront possibles grâce à l'utilisation de solutions flexibles et l'acceptation collective du dimensionnement optimal. Le principe de dimensionnement optimal du réseau consiste à accepter des écrêtements ponctuels de la production installée, notamment EnR, afin d'éviter de construire des infrastructures de réseau dont l'utilité ne serait avérée que pour quelques heures dans l'année et de permettre d'accueillir davantage d'EnR dans de meilleurs délais. Compte-tenu du foisonnement naturel des productions renouvelables, le volume écrêté ne serait que de 0,3 % à horizon 2035, pour des économies considérables. Des adaptations du réseau structurantes seront également nécessaires pour répondre au développement des énergies renouvelables et à l'augmentation attendue des demandes de raccordement.

Une telle anticipation passe par la réalisation à un stade avancé des études techniques et des procédures administratives assurant la mise en service des infrastructures à une date compatible avec les attentes des clients. En effet, celles-ci représentent en moyenne respectivement 70 % de la durée et 15 % du coût d'un projet. Une planification souple et fondée sur les principes de transparence et de concertation permet de répondre aux attentes socio-économiques et environnementales de la société, d'associer l'ensemble des parties prenantes et de donner de la visibilité sur le développement du réseau de transport, c'est toute la logique du S3REnR. L'implication de toutes les parties prenantes est donc essentielle dans la « juste » définition du réseau de demain.

1. NOUVEAUX SUJETS

1.1. Une procédure de raccordement adaptée aux nouveaux usages

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Réponse RTE :

RTE constate le développement des nouveaux usages (autoproduction, électromobilité, stockage etc.) mais également une diversification accrue des usagers du Réseau public d'électricité. Ainsi, plusieurs sites, bien que présentant des caractéristiques différentes, ont les mêmes effets en termes de flux d'électricité sur le réseau : un site de consommation hébergeant une installation de production et une unité de stockage injectent et soutirent de l'énergie sur le réseau.

Actuellement, la DTR de RTE distingue les procédures de raccordement selon les catégories d'utilisateurs (producteurs, consommateurs et distributeurs). Au vu de la diversification des utilisateurs et dans un souci de simplification des procédures, RTE privilégie l'évolution de la procédure « *producteurs* » en procédure « *injecteur* » porté par un « *demandeur du raccordement* ». Une fois cette évolution réalisée, RTE propose d'adapter cette procédure pour y intégrer les utilisateurs injecteurs/soutireurs et donc les nouveaux usages de l'électricité.

En application du principe d'égalité de traitement des usagers du service public, tout utilisateur ayant les mêmes effets sur le RPT doit être traité de la même manière et donc se voir appliquer la même procédure de raccordement. L'objectif est ainsi de faire évoluer la DTR vers une procédure de raccordement commune avec le cas échéant, des conditions d'application spécifique à chaque catégorie d'utilisateurs.

En complément de la procédure de raccordement, explicitant les effets en termes d'injection et de soutirage, RTE privilégie une simplification du parcours client par la création de fiches de demandes de raccordement adaptées et une lisibilité accrue des exigences techniques applicables.

1.2. Les offres de raccordement intelligentes (ORI)

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE :

A date, RTE ne propose pas, dans ses procédures de raccordement au Réseau Public de Transport d'électricité (RPT), d'opérations de raccordement intelligentes (ORI) telles que définies par la Commission de Régulation de l'Energie dans sa consultation.

RTE privilégie la maîtrise des coûts des investissements du réseau par la mise en œuvre de « *méthodes d'accueil des EnR optimal* » fondées sur le foisonnement des filières renouvelables (via des hypothèses de « *taux de démarrage* »). Ces dernières intègrent réductions ponctuelles de la production installée, notamment EnR, afin d'éviter de construire des infrastructures de réseau dont l'utilité ne serait avérée que pour quelques heures dans l'année et de permettre d'accueillir davantage d'EnR dans de meilleurs délais. Compte-tenu du foisonnement naturel des productions renouvelables, le volume écrêté ne serait que de 0,3 % à horizon 2035, pour des économies considérables.

Les ORI telles que définies par la CRE concernent davantage le raccordement au Réseau Public de Distribution d'électricité (RPD). Cependant, RTE relève qu'un utilisateur raccordé au RPD peut créer des contraintes tant sur le RPD que sur le RPT.

A cet effet, RTE souhaite accompagner les ORI proposées par les Gestionnaires des Réseaux publics de distribution (GRDs) pour appréhender au mieux les répercussions de ces offres sur le RPT et notamment les prendre en compte dans ses études de développement de son infrastructure et de gestion du système électrique.

Ceci est d'autant plus prégnant pour le raccordement des EnR fondé sur des méthodes de raccordement intelligent. Il est donc essentiel que RTE puisse intégrer les spécificités des ORI dans le dimensionnement du réseau en amont des ouvrages de raccordement.

Aussi, il importe que les ORI soient communiquées à RTE et précisées dans la Convention de raccordement RTE-GRD, telle que concertée en Groupe de Travail CURTE Distributeurs.

1.3. Les demandes anticipées de raccordement

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE :

RTE souhaite accompagner les demandes anticipées de raccordement (DAR) réalisées par les GRDs en définissant des critères de validité de la DAR « avant complétude du dossier » de sorte à éviter une seconde instruction des demandes « après complétude du dossier ». Ces critères seront intégrés dans les Documentations Techniques de Référence (DTR) de chaque gestionnaire de réseaux publics d'électricité.

1.4. Le cas de la collectivité en charge de l'urbanisme redevable d'une partie des coûts d'extension - les obligations du gestionnaire de réseaux publics de distribution

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE : Sans objet pour le raccordement au RPT.

2. EVOLUTIONS DES DISPOSITIONS ACTUELLES

2.1. La préparation de la demande de raccordement : vers une mise à jour plus fréquente de l'information mise à disposition des utilisateurs


Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE :

RTE est force de propositions sur ce sujet et a organisé avec l'ensemble des Gestionnaires des Réseaux publics de distribution et des Producteurs un groupe de travail en 2017 pour enrichir les informations mises à disposition des acteurs dans l'outil « Caparéseau » ainsi que le rythme de publication qui est passé au pas mensuel depuis le 1^{er} janvier 2017. Aussi, RTE souscrit pleinement aux propositions de la CRE pour ce qui concerne les projets EnR compte tenu de la dynamique actuelle de ces filières et dans l'optique de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la transition énergétique.

A noter que les GRDs et RTE indiquent dans « Caparéseau » le sous-ensemble de ces projets EnR en développement pour lesquels la convention de raccordement est signée, ce qui permet d'apprécier leur niveau d'avancement.

L'outil « Caparéseau » permet également d'identifier les capacités techniques des postes du RPT et des postes source au-delà des capacités réservées des S3REnR ce qui permet de déduire les projets non EnR. A titre d'exemple, sont affichés, dans « Caparéseau », pour le poste de Blocaux (Hauts-de-France), les éléments suivants :

CAPACITÉ D'ACCUEIL DU RÉSEAU PUBLIC DE TRANSPORT :			
Données pour le raccordement dans le cadre du S3REnR :			
② Capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR, disponible vue du réseau public de transport		3.8 MW	
② Travaux RTE indiqués dans le schéma ou dans son état initial, permettant d'augmenter la capacité réservée disponible		racco d'un TR de 80 MVA+adaptation du poste de Blocaux 225 kv	
Données pour le raccordement en dehors du S3REnR :			
② RTE - Capacité d'accueil en HTB2		32.4 MW	
② RTE - Capacité d'accueil en HTB1			
mis à jour le 27/08/2019			

Ainsi, un producteur non EnR dispose des informations nécessaires au développement de son projet. Toutefois, la mise à jour de ces capacités techniques reste ponctuelle compte tenu du faible nombre de projets non EnR aux niveaux de tension HTB.

Concernant les capacités d'accueil sur le réseau 400 kV, la mise à disposition et la mise à jour régulière de ces données apparaissent peu opportunes au regard de la gestion opérationnelle de l'anonymat des informations clients et de la complexité des études à ce niveau de tension. RTE propose de déterminer les capacités disponibles lors des demandes de raccordement à ce niveau de tension. Par ailleurs, RTE fournit une vision globale des capacités d'accueil et des besoins de développement du réseau au regard des objectifs de la transition énergétique dans le Schéma décennal de développement du réseau ainsi que dans les Documents Stratégiques de Façade pour ce qui concerne les projets de production d'énergie renouvelable en mer.

2.2. La gestion de la demande de raccordement : le cas des doubles réservations de capacités

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE :

Cette problématique ne se pose pas pour le raccordement au RPT, l'entrée en file d'attente (ou plutôt l'interclassement des demandes de raccordement) étant conditionnée à la signature par le producteur de l'offre de raccordement (Proposition d'entrée en file d'attente ou Proposition technique financière).

2.3. Le traitement de la demande de raccordement : dématérialisation, délai et transparence

2.3.1. La dématérialisation du traitement des demandes de raccordement

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE :

RTE est favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement et s'est engagé dans une démarche de transparence et de simplification des échanges avec les utilisateurs du RPT.

D'une part, RTE a développé un nouveau portail services dont le but est, à terme, de fournir une information synthétique au travers de schémas simplifiés résumant les différentes étapes du processus de raccordement au RPT selon le type de clients (consommateur, producteur, distributeur). Ce portail, disponible en français et en anglais, est accessible à l'adresse suivante : <https://www.services-rte.com>.

D'autre part, RTE réfléchit à la dématérialisation de la procédure de raccordement. Si les échanges entre RTE et ses clients sont pour la plupart dématérialisés, la demande en ligne au moyen de fiches de collecte de données remplissables en ligne doit être testée à court terme par RTE. Un test sera mené pour les études exploratoires début 2020.

Le traitement informatisé de la demande de raccordement et de sa contractualisation imposent le recours à la signature électronique et le développement d'outils informatiques. RTE a mené une expérimentation sur l'utilisation de la signature électronique dont les conclusions doivent permettre un déploiement de l'outil d'ici un an pour certains types de documents contractuels.

Par ailleurs, la dématérialisation totale du traitement des procédures de raccordement est envisageable à échéance 2023, délai nécessaire à l'adaptation et au développement des outils informatiques.

2.3.2. Les délais de transmission de la proposition technique et financière (PTF)

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Réponse RTE :

RTE rappelle les dispositions de sa DTR mentionnant « *un délai standard de trois mois pour réaliser l'étude de raccordement et remettre la PTF* », à compter de la réception des données complètes transmises par le demandeur du raccordement. La prorogation de ce délai standard est encadrée par la DTR : le délai peut être revu, avec l'accord écrit du demandeur, sans pouvoir excéder six mois notamment si l'étude se révèle particulièrement complexe.

En outre, les modalités de demande d'étude exploratoire pourraient être adaptées pour éviter une multiplication de demandes émanant d'un nombre limité de prospects, producteurs ou consommateurs.

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Réponse RTE :

Sans objet pour le raccordement au RPT.

2.3.3. Les délais de raccordement

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Réponse RTE :

Si RTE comprend la volonté du régulateur d'encadrer les délais de raccordement, il importe de rappeler, d'une part, que ces délais sont définis au regard du projet du Client et notamment de la date de mise en service de ses installations et d'autre part, que ces délais ne relèvent pas de la seule responsabilité de RTE.

On peut citer, à titre d'exemple, la réforme récente des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets. La définition de la notion de « projet » au III. de l'article L. 122-1 du code de l'environnement implique que les ouvrages du client et de RTE soient soumis à une évaluation environnementale et à une enquête publique commune dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation des installations du Client. Aussi, le planning du projet de raccordement dépend du planning du projet du Client. Egalement, les oppositions aux projets d'infrastructures peuvent impliquer des recours contre l'ouvrage de raccordement susceptibles d'avoir une influence sur le délai de mise à disposition de ce dernier.

En outre, le code de l'énergie prévoit, à son article L. 342-3, l'encadrement du délai de raccordement des installations de production d'énergie renouvelable et le versement d'indemnité en cas de retard. Les DTR des gestionnaires de réseau prévoient quant à elles des indemnités versées à tout client en cas de retard.

Les dispositions actuelles sur les délais de raccordement sont jugées suffisantes. Ainsi, l'optimisation souhaitée ne paraît pas justifier un encadrement renforcé des délais de raccordement mais plutôt une meilleure anticipation du développement des réseaux avec des outils de planification régionale, comme les S3REnR pour l'accueil des producteurs EnR, ou une collaboration renforcée avec les acteurs du Territoire pour créer les conditions favorables à l'accueil de nouveaux sites industriels.

Concernant les S3REnR, un Groupe de Travail a été lancé en 2018 au sein du CURTE sur l'accélération et l'anticipation des adaptations du réseau nécessaires au développement des énergies renouvelables. Une instance de suivi et d'amélioration des S3REnR a été mise en place.

A cet effet, l'une des pistes d'amélioration proposées consiste à identifier les nouveaux besoins structurants au plus tôt, avant la révision du schéma, et à anticiper les études détaillées et l'instruction administrative de ces projets afin de gagner jusqu'à 5 ans dans leur mise en service.

Cette anticipation accrue est susceptible de générer des investissements de réseau désynchronisés de la transition énergétique effective. Elle assure une mise en service des infrastructures à une date optimale mais implique également des risques accrus de coûts échoués en l'absence d'arrivée de la production renouvelable.

Afin de réduire cette incertitude, il convient de définir une trajectoire précise de l'évolution du système électrique concertée et partagée avec les producteurs en lien avec l'action des pouvoirs publics en faveur de l'atteinte des objectifs de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

2.3.4. La transparence des PTF

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse RTE :

RTE entend le souhait de transparence des PTF de la CRE et rappelle les évolutions récentes, en ce sens, des trames de PTF. La contribution financière du Client est décomposée entre la phase études et la phase travaux, détaille le coût des différentes rubriques (études, travaux, fournitures et ingénierie) ainsi que les principaux postes de dépenses de chaque rubrique.

La CRE a d'ailleurs relevé, dans son dernier rapport de suivi sur le respect des codes de bonne conduite et indépendance des gestionnaires de réseau (RCBCI) de février 2019, que les PTF du gestionnaire du réseau de transport RTE avaient un niveau de transparence satisfaisant.

RTE souligne que la notion de « *devis suffisamment détaillé* » proposée par la CRE (formules de coûts simplifiées, canevas technique ou appels d'offres) est liée à la notion de « *barème de raccordement* » prévue à l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution au raccordement dont le champ d'application est limité aux gestionnaires de réseau public de distribution.

2.4. Le cas particulier de la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Réponse RTE :

Suite aux délibérations de la CRE du 4 avril 2019, a été publié, dans la DTR de RTE, le cadre applicable aux producteurs constitué de la Procédure de raccordement, des Trames de PTF et de Convention de Raccordement et du Modèle de contrat de mandat. Ces trames sont en vigueur depuis le 1^{er} mai 2019.

RTE a saisi la CRE, pour approbation, du cadre applicable aux consommateurs mi-mai 2019.

3. AUTRES

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Réponse RTE :

RTE constate de nouvelles demandes de clients consommateurs souhaitant disposer d'une Puissance de raccordement (Pracc) évolutive, afin d'accompagner la croissance future de leur activité.

Actuellement, la procédure de raccordement ne permet pas de proposer de telles offres de raccordement. La puissance de raccordement demandée par le Client doit donc intégrer ses perspectives de développement, et le raccordement est dimensionné pour doter le client de l'intégralité de la puissance de raccordement demandée.

En revanche, dans un souci d'optimisation des investissements, et afin de ne pas limiter la capacité du réseau rendue disponible pour d'autres clients, le dimensionnement du réseau en amont de l'ouvrage de raccordement est actualisé au regard de la puissance effectivement soutirée par le client. Cela peut conduire à un décalage entre l'évolution des besoins du client et le développement du réseau amont.

RTE réfléchit actuellement à une évolution de la procédure de raccordement pour gérer ces cas de figure en poursuivant deux objectifs : accompagner les clients dans le développement de leur activité en mettant à disposition les capacités du réseau nécessaires, et assurer l'adéquation entre les besoins réels de chaque client et la capacité qui lui est réservée sur le réseau public de transport.